

Être éditeur en Afrique

Entretien avec Paulin Koffivi Assem, éditeur togolais

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE LALLOUET

Qu'est-ce qu'être éditeur en Afrique ? Cette question a-t-elle un sens tant ce continent est immense et divers ? Du Togo où il a créé sa maison d'édition jeunesse et bande dessinée, Paulin Koffivi Assem répond résolument oui à cette deuxième question avant de nous expliquer comment on fait des livres dans son pays de 8 609 000 habitants.

✓
© Paulin Koffivi Assem.



Vous êtes éditeur au Togo et à ce titre, la saison Africa 2020 est pour vous un rendez-vous important. Mais l'Afrique est un immense continent de 54 pays qui peuvent être très différents les uns des autres. Dès lors, vous définir comme « éditeur africain » a-t-il un sens ?

Bien sûr ! Parce que ce qui m'intéresse, en tant qu'éditeur, c'est l'Afrique, c'est mon territoire et c'est mon sujet. Le Togo est un petit pays, très allongé, avec de grandes disparités entre le nord et le sud, de grandes disparités entre la ville et la campagne. Cela signifie qu'il me faut à la fois une unité plus petite (une ethnie, une langue...) pour évoquer le particulier et une unité plus grande que celle de ce petit pays pour appréhender le général et c'est alors le continent africain. Pourtant, la première faiblesse de l'édition africaine est de copier l'édition européenne alors que la question que nous devons nous poser est inverse : qu'est-ce qui manque, quel vide à combler ? D'autres ont beaucoup écrit sur l'Afrique mais les Africains publient peu ou pas assez sur leurs réalités, leur point de vue manque souvent.

Qu'est-ce alors qu'être éditeur spécialisé jeunesse et bande dessinée au Togo ?

Pendant plusieurs années, il y a eu beaucoup de subventions de la Francophonie pour l'édition jeunesse en Afrique de l'Ouest. Les éditeurs jeunesse se sont alors multipliés. Pour le Togo cela a signifié quatre nouvelles maisons d'édition, dont il ne reste qu'une seule aujourd'hui (surtout parce que c'est également un imprimeur qui travaille beaucoup dans le domaine religieux). Moi j'ai commencé après cette période de subventions et se lancer dans le domaine jeunesse n'est vraiment pas facile car le livre pour enfant n'est pas un élément important dans la vie culturelle des enfants et des familles. Mon point de départ était que j'étais auteur de livres jeunesse. Le premier éditeur qui nous a tendu la perche était Edicéf, une filiale internationale d'Hachette dont l'activité est la production de livres pour le public francophone d'Afrique et de l'Océan indien (majoritairement scolaires mais aussi plus littéraires). Mais seulement quelques dizaines d'exemplaires de ces livres parvenaient au Togo. Avec mes amis auteurs et illustrateurs, nous avons alors monté l'Association d'auteurs jeunesse du Togo (à l'exemple que celles qui exis-

taient déjà au Cameroun ou au Bénin), et nous nous sommes rendus dans les écoles. Nous avions parfois un seul exemplaire de nos titres à montrer aux élèves et s'ils voulaient l'acheter, c'était impossible. C'est ce manque d'éditeurs professionnels locaux qui nous a engagés à nous lancer.

Vous étiez auteur jeunesse, mais éditeur est un autre métier. Comment avez-vous complété votre formation ?

Nous avons avancé par étapes. D'abord nous avons voulu proposer une collection à un éditeur qui existait déjà. Mais ce projet n'a pas abouti. Notre deuxième idée a été de créer des fanzines pour faire circuler nos idées, parler de nos livres. Nous nous inspirions de *J'aime lire* et de *Je Bouquine*. *Zed magazine*, *le magazine du débrouillard* puis *Lis voir les belles histoires* ont ainsi vu le jour en 2006. Le premier, qui visait un public quasiment adulte était un trimestriel et le second, pour les enfants plus jeunes, paraissait deux fois l'an. Même si nous avons échoué, c'est en faisant cela que nous avons appris les rouages de l'édition. Ensuite, nous avons eu vent, grâce à la revue *Takam Tikou*, de l'expérience de nos confrères de l'association AILE (Auteurs Illustrateurs de Livres pour enfants) du Cameroun ; ils avaient créé une maison d'édition, spécialisée dans la littérature enfantine. Je me suis donc rapproché de la maison d'édition togolaise Graines de pensées au moment de sa création, en 2005, et j'ai travaillé dans son service commercial. Grâce à cette maison d'édition, j'ai pu suivre une formation au secrétariat d'édition avec l'APNET, le réseau des éditeurs africains ; puis je suis allé en Tunisie et au Bénin pour continuer à me former. J'ai aussi fait partie de la Charte des auteurs et illustrateurs jeunesse française et je lisais toutes ses publications avec beaucoup d'attention. AGO Média ne commencera qu'en 2011 mais dès 2008, j'ai lancé *AGO Fiction*, la revue des super-héros africains. À ce moment-là, je croyais que le problème du livre en Afrique était celui de son prix de vente, raison pour laquelle les revues que j'ai publiées coûtaient, au Togo, moins d'un euro, avec l'espoir de toucher un large public. Pourtant, je ne suis jamais arrivé à dépasser un tirage de 2000 exemplaires. J'en ai conclu que le drame du livre en Afrique n'est pas un problème de prix mais de culture : lire n'est pas entré dans

les habitudes en dehors du cadre scolaire. Nous avons alors changé de point de vue : il fallait faire de « vrais » livres, bien imprimés, à des prix que j'aurais jugés exorbitants quelques années plus tôt. C'est la qualité du livre et son contenu qui peuvent retenir l'attention. Encore faut-il que le public ait connaissance de ce livre et puisse se le procurer. L'enjeu se déplace alors vers la diffusion.

Dans ce contexte de mise en lien des enfants et des livres, comment se pose pour vous la question de la langue d'édition ? Le Togo a en effet plusieurs zones linguistiques différentes.

Au Togo, c'est une sous-question. L'école est entièrement faite en français. Les enfants ne sont pas des francophones natifs mais compensent ce passage d'une langue maternelle vers une langue d'enseignement par un double CP. Le premier Cours préparatoire permet d'apprendre le français; le second de l'utiliser dans l'apprentissage de la lecture et tous les autres apprentissages fondamentaux. Deux des quarante langues togolaises sont enseignées en options comme matières facultatives plus tard, au collège. Ça ne sert d'ailleurs pas à grand chose parce que toutes ces langues sont plus parlées qu'écrites. La langue écrite pour tout le monde, c'est le français. La littérature jeunesse, dont les textes sont souvent très courts, pourra peut-être devenir un nouveau lieu d'existence pour nos deux autres langues nationales (l'éwé et le kabyé). Nous commençons à y réfléchir mais ce qui nous arrête pour l'instant c'est la faiblesse des tirages possibles. Peut-être que la solution sera l'édition numérique ou l'édition bilingue.

Le Togo fait ainsi partie de la Francophonie. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

La langue française, on peut dire que c'est un butin de guerre, une des rares choses que la colonisation nous a laissées en héritage positif. Grâce à elle, nous communiquons d'un pays à l'autre dans une ère très vaste. Au nord du Togo par exemple, de nombreuses ethnies ne peuvent communiquer entre elles que grâce au français, même quand il s'agit de personnes qui ne sont pas allées à l'école. Quand je vais à la foire de Francfort le français ne me suffit pas bien sûr, mais il me permet de m'agrèger aux collègues africains qui publient dans la même

langue que moi pour être plus visible et ne pas me retrouver noyé dans la masse. En tant qu'organisation, sur le plan politique et économique, la Francophonie ne parvient pas à faire rayonner la langue comme nous, éditeurs, l'entendons. Par exemple, alors que je fais des livres en français, je ne peux pas pour autant les faire voyager en dehors de mon pays. Le système d'appui à la circulation du livre francophone fait tout pour que les livres quittent la métropole France vers les différents pays francophones mais rien n'est fait pour aider le mouvement inverse. Poster un livre du Togo vers le Québec n'est possible, à des tarifs acceptables, que si je le poste de France. C'est pour cela que nous espérons beaucoup des prochains États généraux du livre en français (Tunis, novembre 2020)¹ même si j'ai bien conscience que les grands groupes qui sont plus puissants et plus organisés feront davantage retentir leurs voix que nous les nôtres.

En 2011, après ces années de formation, vous voilà donc éditeur à Lomé. Cela signifie que vous devez rassembler autour de votre projet des auteurs, des illustrateurs et des dessinateurs. Comment vous y prenez-vous ?

J'ai eu la chance, dès le départ, de bâtir mon projet avec des artistes que je connaissais depuis la création de l'Association Togolaises des Auteurs et Illustrateurs de Livres pour enfants. La création d'Ago Média a été rendue possible grâce à l'engagement de l'un d'entre eux, KanAd, puis d'autres artistes qui nous ont rejoints, dans un esprit associatif. À part KanAd et moi qui avons suivi plusieurs ateliers de création de livres jeunesse, la plupart étaient autodidactes. Quand la maison fut créée, j'ai décidé de salarier ces artistes qui travaillaient occasionnellement sur des projets. Notre idée était de faire des livres mais aussi des formations et de la communication et surtout de la production et diffusion audiovisuelle, d'où le nom de ma maison qui ne se résume pas à la seule mention du métier d'éditeur. Petit à petit, il s'agissait d'avoir plus de moyens pour monter des projets éditoriaux ambitieux avec chacun d'eux.

Cette idée de salarier les différents artistes était un peu idéaliste et aujourd'hui je m'en suis libéré : je travaille avec tous les artistes qui touchent aux problématiques qui m'intéressent où qu'ils



soient. Mon sujet c'est l'Afrique. C'est le dénominateur commun entre tous les projets sur lesquels je travaille.

La jeunesse et la bande dessinée sont deux domaines différents. L'un vous semble-t-il plus difficile que l'autre ?

Je viens de l'écriture jeunesse, j'ai suivi des ateliers d'écriture et ce domaine est plus proche de moi, mieux encadré. La bande dessinée est un art moins constitué chez nous, vu qu'il n'y a aucune structure de formation en la matière. Vous avez lu des BD, vous avez aimé ça et vous vous improvisez scénariste et dessinateur à votre tour. Il a fallu dépasser cette vision d'amateur. C'est une question d'apprentissage du dessin mais aussi du scénario, car sans une histoire solide, rien ne tiendra. Il faut apprendre à donner les informations dont le lecteur a besoin sans le noyer, tendance que l'on retrouve fréquemment chez les artistes débutants. Le livre pour enfants, lui, demande d'aller à l'essentiel et les auteurs font assez vite, selon moi, cet apprentissage.

Vous dites avoir beaucoup appris de vos premiers échecs mais quel fut votre premier succès et que vous a-t-il appris, celui-là ?

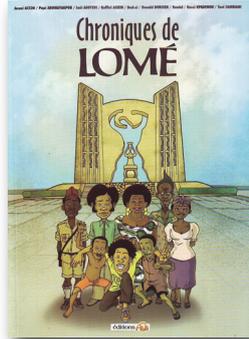
Un super-héros est dans ma conception une personne capable de transcender ses faiblesses pour en faire sa particularité ou sa force ; c'est pour cette raison que je préfère Dare-Devil, le voltigeur aveugle ! Le premier livre d'AGO Média, *Haiti, mon amour*, ne fut pas un succès économique mais ce fut suffisant pour nous faire accepter comme éditeur de BD. Ensuite, pour se faire comprendre ou séduire le monde, on n'a pas besoin de parler de choses universelles, il a fallu *Chroniques de Lomé*, une BD sur un sujet trop particulier selon moi à l'époque : l'histoire du Togo. Pourtant elle s'est très bien vendue et pas seulement dans mon pays.

Autant la BD que les livres pour enfants sont exigeants en termes de fabrication et de qualité d'impression. Comment procédez-vous ?

Jusqu'en 2013, nous avons tout imprimé au Togo. Le savoir-faire des imprimeurs locaux sur papier couché est acceptable mais dès que nous changeons de papier, la quadrichromie n'était vraiment pas satisfaisante. Dès que le projet est très coloré, nous imprimons à Dubaï, en Europe de l'Est. Cela nous revient d'ailleurs moins cher que d'imprimer au Togo. Nous n'avons pas encore travaillé avec des imprimeurs chinois mais nous y réfléchissons.



↑
Koffi Assem : *La Belle ensorcelée*,
Graines de pensée, 2010 (Épis d'or).



↑
Collectif : *Chroniques de Lomé*, AGO
Média, 2013.



↑
Koffi Assem, dessin KanAd : *Ziguidi
et la flûte enchantée*, AGO Média,
2013 (Le Petit Griot).



↑
Koffi Assem, Fabrice Alawoè,
dessin KanAd : *Le Bon, la bourse et le
corrompu*, AGO Média, 2012.

Ce n'est sans doute pas une pensée très écologique car même si nous sommes très sensibles au propos de l'association pour l'écologie du livre, nous n'avons pas encore les moyens de penser au livre sans émission de carbone : nous devons d'abord commencer par faire en sorte que le livre existe, tout simplement. Il n'y a même pas de papier dans notre pays et nous devons utiliser les papiers que l'on veut bien nous envoyer. Imaginer l'implantation d'une industrie papetière au Togo est hautement irréaliste.

Vos tirages sont de quel ordre ?

Nos tirages sont toujours modestes : très souvent 1000 exemplaires, 5000 quand nous sommes sollicités par un partenaire comme l'ambassade des États-Unis au Togo pour des bandes dessinées éducatives. Nous n'avons pas alors à nous préoccuper de vendre ces livres qui sont achetés et diffusés par notre partenaire. Parfois nous imprimons certains titres avec des imprimeries numériques pour voir la réaction du public avant l'impression offset, pour des délais de livraison courts ou pour la réimpression de titres en rupture de stock. Dans ces cas il nous arrive de produire moins de 500 copies.

Comment s'organise votre système de diffusion que vous décrivez comme le grand point d'achoppement ?

C'est la question la plus difficile en effet. À la base j'étais écrivain ; c'est parce qu'il n'y avait pas d'éditeurs que nous avons appris ce métier. Quand nous avons su faire des beaux livres, nous nous sommes

rendus compte qu'il n'y avait pas de réseaux de diffusion et de distribution. Dans mon pays, il y a quatre librairies. Chacune de ces quatre librairies peut vendre au maximum 100 exemplaires de tous mes titres confondus par an. Si je faisais uniquement de l'édition, ce serait impossible. Je développe d'autres activités (communication, animation, distribution) qui me donnent les moyens de faire des livres. Et faire des livres, c'est relativement facile. Ce qui est difficile, c'est de les vendre, de leur trouver des lecteurs. Quand j'ai fait mon stage de secrétaire d'édition, j'ai demandé à notre formatrice ce qu'était le cœur du métier d'éditeur. Elle m'a répondu : c'est fabriquer un livre et parvenir à le vendre. Chez nous c'est un challenge énorme. Plus de la moitié de mon budget y est consacré : louer des stands dans les différents salons, dans les foires, dans tous les recoins du Togo et à l'étranger. Et cela occupe 75% de mon énergie.

Les lecteurs auxquels vous vous adressez sont des enfants. Quel est le rapport des enfants au livre dans votre pays ?

Pour 90% des Togolais qui vont à l'école, le livre c'est le livre scolaire ou un livre de lecture qui est inscrit au programme. Et encore, ne pas lire ces livres n'empêchera personne de réussir. Dès qu'ils ont fini leurs examens, la lecture disparaît de l'emploi du temps des enfants et des adolescents. Il faut cependant moduler : pour la plupart des enfants, le livre n'est pas important mais les classes sociales font des différences, tout comme le fait de vivre en milieu urbain ou rural.

Tous les livres scolaires sont produits à l'extérieur du pays, principalement par Hachette et Editis. Il faudrait des lois et des règlements pour que les éditeurs locaux puissent devenir nos propres éditeurs scolaires. En effet, vu que les Togolais n'achètent presque pas de livres, c'est au niveau du marché du livre scolaire que l'essentiel du chiffre d'affaires se situe. Une fois que des éditeurs nationaux arriveront à avoir accès à ces flux, ils pourront alors dégager des marges substantielles pour investir dans la production et la promotion d'autres sortes de livres. Cela commence à peine et les éditions Graines de pensées sont en train de travailler à des manuels togolais pilotes. Ce programme est poussé par un programme canadien et par le FMI. Mais je ne me fais pas d'illusion : c'est aussi devenu possible parce que Hachette a trouvé ce marché moins rentable et a décidé de s'en dessaisir. En Côte d'Ivoire, la renationalisation des livres scolaires est déjà actée.

Bien sûr, les classes aisées de Lomé achètent quelques livres à leurs enfants, mais c'est une part infime de la population. Si un livre n'est pas utilitaire, sa place est marginale.

Existe-t-il un réseau de bibliothèques qui pourraient faire progresser la place du livre dans la culture togolaise ?

Notre pays a une soixantaine de bibliothèques, implantées sur toute l'étendue du territoire national grâce au projet Lecture publique soutenu par l'ambassade de France à la fin des années 90. Dès que le programme s'est achevé, l'approvisionnement de ces bibliothèques en nouveaux titres s'est arrêté et celles qui fonctionnent toujours sont gérées par des fonctionnaires dont ce n'est pas le métier et qui ont eux-mêmes un rapport difficile au livre.

Comment voyez-vous l'avenir de votre maison d'édition – même si nous avons bien compris qu'elle n'est pas que cela – et, plus largement, l'évolution de la place du livre dans votre pays ?

Je dois vous sembler assez pessimiste. L'État accompagne modestement et timidement cette évolution de la place du livre dans notre société depuis 2013. Certes, il y a quelque chose qui commence mais on voudrait que ça aille plus vite et plus loin.

AGO Média a fait le pari du livre alors nous ne sommes pas près de baisser les bras. Que nos

livres marchent bien ou mal, nous allons continuer. Je constate aussi que c'est en allant chercher le succès à l'extérieur du Togo que je gagne en considération à l'intérieur de mon pays. Je suis passé des revues à bon marché pour les Togolais à des livres plus chers pour l'extérieur et ce sont ceux-là qui ont commencé à marcher au Togo. Au début, je ne vendais que 30 % de mes livres au Togo, maintenant, mes beaux livres en couleur, cartonnés, se vendent à plus de 50 % dans notre marché intérieur. Dans mon pays, nous aimons les choses qui viennent de l'extérieur ! Un ministre de la Culture a même commencé à me prendre au sérieux quand il m'a entendu parler de mes livres sur RFI. C'est le regard extérieur qui légitime notre propre production.

Cela dit également que c'est en haussant votre exigence de qualité que vous avez attiré l'attention sur vos livres.

Mais cela dit tout autant que la population qui accorde de l'importance à la lecture appartient aux catégories sociales aisées et urbaines. C'est cette assise que nous ne parvenons pas encore à élargir.

Tout au long de vos propos, vous évoquez des partenaires extérieurs (FMI, Francophonie, ONG canadienne, ambassade de France...) qui semblent s'engager, se désengager, comme par à-coups. Cette impression est-elle juste et, si oui, comment parvenez-vous à penser votre évolution dans la continuité ?

Il est vrai que les programmes mis en place par nos différents partenaires ne sont pas conçus pour Ago média. Je pourrais me plaindre de cela mais je préfère considérer les brefs moments de convergence avec nos ambitions et nos intérêts. Certes nous ne sommes pas accompagnés comme nous l'aurions voulu, néanmoins cela nous confère une certaine indépendance qui de nos jours est un privilège. Nous pouvons décider chaque jour de nos nouvelles orientations sans avoir à recueillir l'avis de quiconque. Je dirai comme Sékou Touré, le premier président guinéen, que nous préférons la liberté dans la pauvreté à l'esclavage dans l'opulence. ●

Propos recueillis par Skype, le 11 mars 2020.

1. États généraux prévus en marge du sommet des chefs d'États de la Francophonie, Tunis, novembre 2020.